

Recherche et changement

© FAUNAGUA/Fernando
M. Carvajal-Vallejos



Amélioration de la gouvernance du secteur piscicole dans le bassin amazonien de la Bolivie

par Roxana Salas et Alison Macnaughton

Messages clés

- La consommation de poisson moyenne par personne est faible en Bolivie. Les poissons du Bassin Amazonien participent à la sécurité alimentaire de la population bolivienne.
- L'échange de connaissances entre des pêcheurs autochtones de la Bolivie et du Brésil ont permis de mieux comprendre le potentiel du paiche, une espèce introduite qui a radicalement changé la chaîne de valeur du poisson dans la région amazonienne de la Bolivie.
- Plus de 500 pêcheurs et pisciculteurs ont participé activement à la rédaction du projet de loi sur la pêche et l'aquaculture de l'État plurinational de Bolivie (Ley de Pesca y Piscicultura).
- Les autorités reconnaissent et valorisent désormais l'importance du poisson pour l'économie régionale et la sécurité alimentaire de la population bolivienne.

Contexte

Les zones rurales et périurbaines du bassin amazonien bolivien sont marquées par des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de pauvreté, aggravés ces dernières années par des phénomènes

météorologiques tels que des inondations, des feux de forêt et d'autres problèmes qui ont eu une incidence sur la qualité de vie des habitants de la région. En 2012, l'État plurinational de Bolivie a approuvé la loi-cadre sur la Terre mère et le développement intégral pour une bonne qualité de vie (*Ley Marco de la Madre Tierra y Desarrollo Integral para Vivir Bien*). Selon cette loi, la sécurité de l'accès aux ressources territoriales et naturelles représente la base de la production alimentaire.

En raison de leur grande qualité nutritive, les poissons amazoniens peuvent grandement contribuer à la sécurité et à la souveraineté alimentaires en Bolivie. La consommation de poisson dans ce pays (1,8 kg/personne/an) est l'une des plus faibles au monde (la moyenne mondiale étant de 16,8 kg/personne/an; FAO, 2012), une situation encore plus marquée dans les zones urbaines aux marchés sous-développés et dans les régions rurales qui n'ont pas d'accès à des plans d'eau.

En 2011, une équipe de spécialistes boliviens et canadiens, appuyée par des pêcheurs et des pisciculteurs, ont lancé le projet "Peces para la Vida" (Poissons pour la vie), ou PPV. À l'époque, la FEUPECOPINAB (acronyme espagnol désignant la fédération unique des pêcheurs, des marchands de poisson et des pisciculteurs de la région amazonienne du nord de la Bolivie) était confrontée à la marginalisation et l'invisibilité du secteur

piscicole en Bolivie ainsi qu'au manque d'impact des politiques nationales destinées à favoriser son développement. À l'aide d'une démarche innovante fondée sur la recherche-action, l'équipe a proposé de nommer des leaders locaux, de renforcer l'organisation et de mettre à profit les leçons tirées de différentes initiatives sociotechniques pour catalyser l'élaboration et l'exécution d'un cadre juridico-institutionnel et d'une planification stratégique relatifs au secteur piscicole aux échelons locaux, régionaux et nationaux.

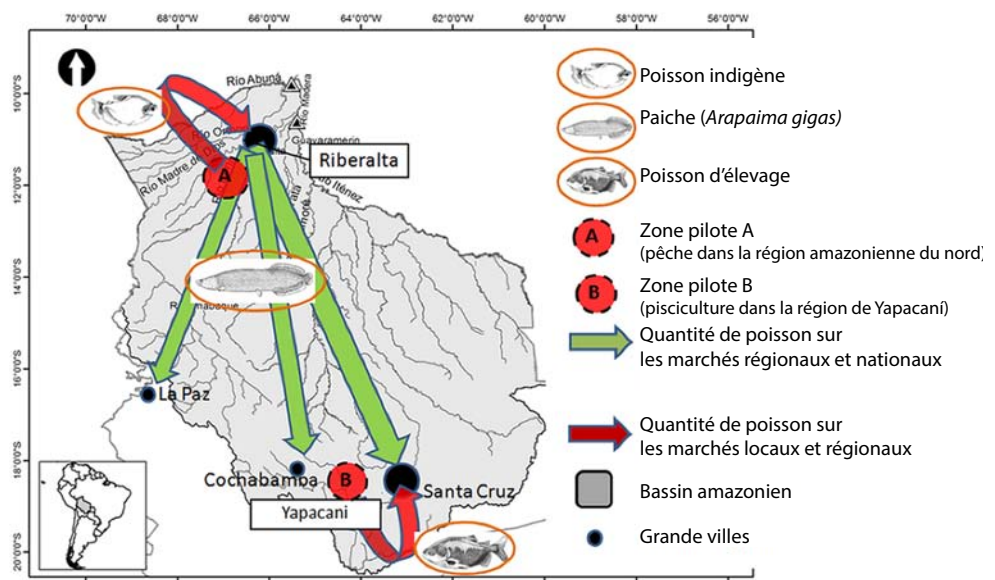


Figure 1 : Situation géographique des deux zones d'essai pilote pour la pêche et la pisciculture et quantité de poisson sur les marchés locaux et nationaux

Afin de tester le modèle, deux zones d'essai pilote ont été sélectionnées (figure 1). La première était située dans le nord-ouest du bassin amazonien bolivien, où le secteur piscicole a considérablement changé depuis l'introduction du paiche (*Arapaima gigas*). La deuxième se trouvait dans le sud-est du bassin, où l'on fait l'élevage d'espèces indigènes comme le tambaqui (*Piaractus brachypomus*).

Premières incidences

Émergence de leaders locaux par recherche-action

L'un des principaux résultats fut de réunir les pêcheurs et les pisciculteurs pour déterminer et analyser leurs besoins, et trouver de nouvelles solutions aux problèmes existants. Au moyen d'une alliance stratégique entre plusieurs acteurs, un processus de recherche participatif a été mis en oeuvre afin de mieux comprendre les ressources piscicoles, les chaînes de production et leurs principaux goulots d'étranglement. Ce processus a renforcé la confiance mutuelle et a permis aux intervenants d'obtenir divers outils participatifs. En ce qui concerne la pêche, un système participatif de surveillance a été mis sur pied, puis enrichi. Pour ce qui est de la pisciculture, un groupe de soutien technique a été créé, composé d'intervenants clés du secteur.

Ce processus a conduit à l'émergence et au renforcement du leadership local, à une meilleure visibilité du secteur et à la reconnaissance des autorités locales, régionales et nationales. Les pêcheurs et les pisciculteurs connaissent désormais mieux le potentiel

des ressources, les différents aspects de la chaîne de valeur, et les investissements et rendements liés à des activités productives.

Découverte par la population amazonienne du potentiel d'une espèce introduite

Dans le cadre d'un échange de connaissances entre les communautés autochtones du nord de la Bolivie (zone pilote A, figure 1), une technique participative de dénombrement du paiche a été adoptée pour soutenir la gestion communautaire des lacs, d'après un modèle créé et utilisé avec succès au Brésil depuis plusieurs années. Des techniciens indigènes locaux ont alors été formés sur cette méthode de dénombrement du paiche, et le rendement social optimal de cette pêche a été établi. Grâce à ce processus, les autorités autochtones régionales ont reconnu l'intérêt de la pêche commerciale dans les territoires indigènes, qui n'était auparavant pas autorisée. À titre d'expérience pilote, un centre communautaire autochtone a été créé pour la transformation à valeur ajoutée du paiche (chair, peau et écailles) dans une collectivité du territoire indigène pluriethnique (TIM II).

Cette expérience de développement intégré a créé de nouveaux débouchés économiques dans l'ensemble de la chaîne de valeur. Le projet PPV a également contribué à la conception participative et à l'amélioration du marché indigène rural Abasto, situé dans la zone périurbaine de Riberalta où vivent 3 000 familles qui consomment peu de poisson et sont aux prises avec un grave problème d'insécurité alimentaire. Selon les personnes interrogées, la perception de la qualité du poisson est passée de 48 % à 92 % grâce au nouvel espace de marché au poisson.

La pisciculture familiale pour le développement

Des spécialistes canadiens, brésiliens et boliviens ont mené une étude diagnostique afin de cerner les principales limitations touchant les activités de pisciculture en Bolivie. Le projet a favorisé la pisciculture familiale, en tenant compte des sexes spécifiques, et a offert des formations techniques de manière à renforcer les capacités locales et à soutenir la création d’alliances entre les intervenants. Dans la zone pilote B (figure 1), l’équipe de projet a construit sur l’expérience significative de l’Association des Pisciculteurs de la région Norte Integrado de Yapacaní (APNI), avec le soutien du Centre de Promotion de l’Agriculture Rurale (CEPAC).

Avant les interventions du projet, seules 40 familles de la municipalité de Yapacaní travaillaient dans le secteur de la pisciculture. Aujourd’hui, on compte 130 familles actives, et la production globale de poisson est passée de 50 à 400 tonnes par an (70 % étant consommé localement et le reste dans les autres régions du pays), ce qui a ainsi permis d’augmenter les revenus des familles et de contribuer à la sécurité alimentaire locale et nationale.

Actuellement, les femmes contribuent aux revenus du foyer, occupent des postes à responsabilité dans les organisations communautaires et participent aux événements municipaux. Dans le cadre d’une étude du PPV, on a constaté que 63 % des responsabilités administratives et économiques dans les foyers sont assumées par les femmes, de par leur participation et leur engagement envers les activités de production piscicole.

Vers de nouvelles politiques en matière de pêche reposant sur l’expérience locale

Au début du projet, en 2011, les communications et les relations publiques entre les organismes de pêche et de pisciculture étaient très rares. Dorénavant, grâce à l’appui du projet PPV, un plus grand nombre de leaders locaux savent comment influencer les politiques publiques et commencent à défendre activement le secteur. La FEUPECOPINAB a joué un rôle crucial dans ce processus. Le renforcement des organisations du secteur a donné des résultats positifs : les pêcheurs et les pisciculteurs ont obtenu plus de respect, de visibilité et d’appréciation pour leur contribution à la sécurité alimentaire de la population bolivienne, et surtout, ils sont parvenus à se faire reconnaître par l’État.

	Répercussions directes du projet “Peces para la Vida”	Répercussions indirectes (améliorations apportées par l’État à la structure nationale de la pêche et de l’aquaculture en 2013-2014)
Échelle nationale	<ul style="list-style-type: none"> Projet de loi sur la pêche et l’aquaculture (en cours d’examen) Résolution ministérielle sur la réglementation et la gestion de la pêche du paiche dans le bassin amazonien bolivien (en cours d’examen) Guide d’analyse et de planification de l’aquaculture tropicale (sous presse; à publier par le gouvernement) Directives stratégiques pour le développement de la pisciculture tropicale en Bolivie (sous presse; à publier par le gouvernement) 	<ul style="list-style-type: none"> Création, en vertu de la loi n° 448, du Programme national pour les petits rongeurs et la pêche Création, en vertu du décret suprême n° 1922, de l’IPD PACU (Institution publique décentralisée des pêches et de l’aquaculture) Création, en vertu du décret suprême n° 1939 et de la loi n° 448, du Programme national pour la pêche et l’aquaculture Approbation, par la résolution ministérielle n°440, du Plan stratégique national 2014-2018 en matière d’agriculture et de bétail
Échelle régionale (départementale)	<ul style="list-style-type: none"> Consolidation de la FEUPICOPINAB (Fédération unique des pêcheurs, des marchands de poisson et des pisciculteurs de la région amazonienne du nord de la Bolivie) Création, au moyen d’une loi départementale, de la Journée des Pêcheurs Amazoniens à Pando 	
Échelle locale (municipale)	<ul style="list-style-type: none"> Création, au moyen de deux arrêtés municipaux, de la Journée des Pêcheurs Amazoniens (Riberalta, Beni, Porvenir, Pando) Institutionnalisation, au moyen d’un arrêté municipal, de la Foire du Poisson Amazonien (Riberalta, Beni) 	
Échelle locale (autochtone)	<ul style="list-style-type: none"> Modification de la réglementation des territoires indigènes locaux pour autoriser la pêche commerciale 	<ul style="list-style-type: none"> Création d’une stratégie de développement économique local dans quatre territoires indigènes, dont le TIM (territoire indigène pluriethnique) II

Tableau 1. Peces para la Vida (Poissons pour la vie), en collaboration avec les pêcheurs, les pisciculteurs et les autorités gouvernementales, améliore la gouvernance dans le secteur piscicole en Bolivie.

En conséquence de ce processus, et avec le soutien du PPV, un comité national composé d'organisations du secteur piscicole des trois bassins (Plata, Amazonien et Altiplano) a élaboré en 2013 un nouveau projet de loi sur la pêche et l'aquaculture, que le gouvernement est en train d'examiner. En parallèle, l'État a récemment approuvé une législation connexe et a fondé l'IPD-PACU (Institution publique décentralisée de la pêche et de l'aquaculture) comme nouvelle autorité nationale responsable du secteur.

Conclusion

Les activités de renforcement des organisations et de gouvernance dans le secteur piscicole ont permis de réunir toutes les parties impliquées dans les chaînes de valeur du poisson, et elles ont contribué à faire approuver des outils qui serviront à l'élaboration de nouvelles politiques publiques. Les leçons tirées des expériences locales et nationales forment une base solide, qui permet désormais aux pêcheurs et aux pisciculteurs d'influencer l'élaboration des politiques. À court et à moyen terme, ce processus déterminera l'apport de la production de poisson à la sécurité et à la souveraineté alimentaires de la population bolivienne.

Références

- TCO Territorio Indígena Multiétnico II. (2009). *Estatuto del Territorio Indígena del Multiétnico II*. Pando, Bolivie.
- Rapport d'information du PIEB (programme de recherche stratégique bolivien). (2012). *El PIEB Frente al Reto de Generar Conocimiento Para la Incidencia*. Boletín Informativo del Programa de Investigación Estratégica en Bolivia, volume 11(41): 4-5.
- État plurinational de Bolivie. (2009). *Constitución Política del Estado*. La Paz, Bolivie. <http://bit.ly/1tDAiO5>.
- État plurinational de Bolivie. (2012). *Ley Marco de la Madre Tierra y Desarrollo Integral Para Vivir Bien*. State of Bolivia, La Paz, Bolivie. <http://bit.ly/1w1Topa>.
- FAO. (2014). *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, Italie. <http://bit.ly/1xq9Lom>.
- CRDI. *Sécurité alimentaire, pisciculture et aquaculture en Amazonie bolivienne*. <http://bit.ly/1z1EwYm>.
- Coca Méndez, C., Rico López, G., Carvajal-Vallejos, F.M., Salas Peredo, R., Wojchichowski, J. M., et Van Damme, P.A. (2012). *La Cadena de Valor del Pescado en el Norte Amazónico de Bolivia: Contribución de Especies Nativas y de una Especie Introducida (el paiche-Arapaima gígas)*. La Paz, Bolivie.
- Site du projet Peces para la Vida : www.pecesvida.org/en/.
- Peces para la Vida. (2014). *Informe Final: Aportes e Intervenciones Realizadas en Acuicultura Tropical 2012-2014 en el Marco del Proyecto PPV*. Peces para la Vida, Bolivie.
- Van Damme, P.A., Carvajal-Vallejos, F.M., et Molina Carpio, J. (2011). *Los Peces y Delfines de la Amazonía Boliviana: Hábitats, Potencialidades y Amenazas*. Editorial INIA, Cochabamba, Bolivie. <http://bit.ly/1vKEArB>.

Personnes-ressources

Roxana Salas : roxana.salas@faunagua.org

Alison Macnaughton : alison@worldfish.org



Affaires étrangères, Commerce
et Développement Canada

Foreign Affairs, Trade and
Development Canada



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada

Ce texte fait état de travaux de recherche appuyés par le Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale (FCRSAI). Bénéficiaire du soutien financier du gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada (le MAECD), le FCRSAI est un programme du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), organisme canadien. Fiche produite par WRENmedia en janvier 2015.